

Madame la Haute Commissaire,

M. le Président

Mesdames, Messieurs,

Je m'aligne pleinement à la déclaration faite par le Portugal au nom de l'Union Européenne.

Il y a soixante ans, au moment où la Déclaration universelle des droits de l'homme fut adoptée par l'Assemblée générale, l'Europe entreprenait des efforts presque désespérés pour guérir des maux horribles infligés par la Guerre mondiale.

La Grèce même, déjà détruite par cinq ans de guerre et occupation étrangère, se plongeait dans une terrible guerre civile, conséquence directe du clivage Est-Ouest –clivage qui s'aggravait à l'époque.

Le monde, en effet, semblait sortir d'un conflit long et dur pour se plonger dans un antagonisme implacable de deux camps que presque tout semblait opposer : les intérêts politiques, les principes philosophiques, les théories économiques, et même les visions sur l'avenir de l'humanité.

Malgré tout, la Déclaration universelle est venue démontrer que, au moins dans le domaine des droits de l'homme, un langage commun était toujours possible. Le texte adopté par l'Assemblée générale, critiqué à l'époque par les éternels sceptiques comme trop visionnaire est aujourd'hui généralement accepté en tant qu'une des sources principales du droit international des droits de l'homme.

De surcroît, la Déclaration universelle requiert une important politique majeure en établissant un équilibre entre les droits politiques et civils, d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels d'autre

part. Par ceci, la déclaration n'arriva pas seulement à un compromis entre les visions de droit de l'Est et de l'Ouest mais elle reconnut une certaine forme d'égalité entre la liberté politique et la protection de la propriété émanant de la conception gréco-romaine du monde et de l'idéal de la solidarité sociale développé dans un large degré à partir de la conception de la charité, née en Orient et grandi surtout à travers les religions.

M. le Président,

C'est cet équilibre, qui, à mon avis, est le grand accomplissement de la déclaration universelle des droits de l'homme, nous indiquant quel est le chemin en avant, à savoir le chemin de la non-intransigeance, de la coopération étroite, de la convergence des conceptions différentes du monde.

Elle a aussi la grande valeur de nous montrer le chemin pour une meilleure coopération, pour une meilleure atmosphère et pour obtenir meilleurs résultats dans le cadre de notre Conseil.

Je vous remercie.